

**RECAPITULATIF DES PIÈCES A JOINDRE AU FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION  
FPRNM – MESURE ACQE**

Courrier de demande de subvention daté et signé avec indication de l'autorité expropriante
Plan de localisation de l'unité foncière du bien concerné et du zonage du PPRN avec indication complète de la référence cadastrale (section et numéro)
Copie de la délibération de la collectivité autorisant la réalisation de l'acquisition
Copie du contrat d'assurance justifiant pour chaque bien de la couverture par la garantie CatNat, et, le cas échéant, une attestation de l'assureur indiquant le montant des indemnités versées au titre de la garantie CatNat
Calendrier prévisionnel avec le phasage des opérations
Relevé d'Identité Bancaire (RIB)
Le cas échéant, une copie des factures d'entreprises ayant réalisé les travaux indemnisés au titre de la garantie CatNat
Copie de l'estimation de France Domaine de la valeur vénale du bien hors risque et avant sinistre éventuel
Devis estimatif du coût des mesures envisagées après acquisition de l'unité foncière pour en limiter l'accès et en empêcher toute occupation
Tout autre justificatifs (devis, études préalables ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis), permettant d'apprécier le montant de la subvention demandée
Rapport d'expert permettant d'apprécier l'importance et la gravité de la menace pour les vies humaines (caractérisation de l'aléa au regard du danger potentiel pour le/les vies humaine(s) : gravité, dynamique, probabilité délais d'occurrence ; ainsi que la nature et degré de l'exposition au danger des personnes : type et caractéristiques de l'occupation ou utilisation du sol incluant une présence humaine) – notion d'imminence du risque ;
Justificatif de propriété
Rapport justifiant l'absence de moyen de protection et de sauvegarde moins coûteux que l'acquisition amiable (analyse du coût et l'efficacité de ces moyens) ;

**Pièces à fournir lors de la demande de paiement**

Lettre de demande de paiement par laquelle le représentant de la collectivité certifie que les études et les travaux ont été réalisés dans les conditions subordonnant l'octroi de la subvention et précise les montants de la subvention à affecter aux dépenses exposées
Une copie de l'acte de cession
Le cas échéant, une copie de la délibération ou de la décision de la collectivité autorisant l'engagement des travaux nécessaires à la limitation d'accès du bien acquis et à la démolition éventuelle des constructions
Le cas échéant, une copie de la délibération ou de la décision de la collectivité compétente engageant la modification ou la mise en révision du document d'urbanisme applicable au terrain concerné en vue de le rendre inconstructible
Le cas échéant, autres justificatifs concernant les conditions de réalisation des mesures de prévention ayant fait l'objet d'une demande de financement spécifique.